

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement, car la reprise s'affermi dans les pays avancés, alors que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. L'accélération de l'activité dans les pays avancés recouvre cependant un décalage conjoncturel entre d'une part, les pays anglo-saxons, et d'autre part la zone euro. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'activité progresse à un rythme soutenu tandis que la zone euro ne renoue que timidement avec la croissance, après deux années de contraction de l'activité. L'euro se déprécie nettement par rapport au dollar, en lien avec les mesures de politique monétaire graduellement mises en place par la Banque centrale européenne (BCE). Au Japon, une forte contraction de la demande intérieure plonge le pays dans la récession à compter du printemps.

La croissance de l'économie française reste faible en 2014 : en euros constants, le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013. Alors que le **revenu disponible brut des ménages** progresse de 1,1 %, leurs dépenses de consommation finale sont en hausse de 0,6 % en valeur. Après un recul en 2013, le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut des ménages augmente (+ 1,1 %). Cette augmentation est essentiellement due au dynamisme des prestations sociales en espèces et des revenus d'activité ainsi qu'au ralentissement des impôts. Les **dépenses de consommation des ménages** continuent de croître en 2014 (+ 0,6 % en euros constants, après + 0,4 % en 2013). Le **taux d'épargne** des ménages croît de 0,5 point, pour atteindre

15,1 % en 2014, alors qu'il baissait graduellement depuis 2009.

En 2014, la demande intérieure hors stocks reste soutenue par le dynamisme en volume des dépenses de consommation des **administrations publiques**. Les importations progressent à un rythme plus soutenu que les exportations, de sorte que les échanges extérieurs contribuent négativement à la croissance.

En 2014, la progression du volume de l'**investissement** des entreprises est significative (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013). Au total, en 2014, l'investissement des entreprises et leur comportement de stockage contribuent à hauteur de + 0,5 point à la croissance du PIB, après + 0,2 point en 2013.

Les dépenses de rémunération versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés progressent de 1,7 % en valeur en 2014, soit un rythme plus vif que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 0,3 %). Si, à la faveur de la mise en œuvre du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), leur excédent brut d'exploitation se contracte moins fortement qu'en 2013 (- 0,6 %), leur **taux de marge** se replie de nouveau pour s'établir à 29,4 %, niveau le plus bas depuis 1985. L'épargne des sociétés non financières croît en revanche en 2014 (+ 3,4 %). La progression de l'épargne étant plus forte, leur **taux d'autofinancement** progresse (+ 1,3 point) pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 74,9 %. ■

Définitions

Investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF) : acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Taux d'autofinancement : rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe (FBCF).

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Administrations publiques, dépenses de consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), pouvoir d'achat, produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages, secteurs institutionnels, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « La consommation des ménages est encore convalescente en 2014 », *Insee Première* n° 1554, juin 2015.
- « Les comptes de la Nation en 2014 – le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principaux indicateurs économiques 11.1

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2013 (r)	2014	Emplois	2013 (r)	2014
Produit intérieur brut (PIB)	2 116,6	2 132,4	Consommation finale	1 683,9	1 699,2
Valeur ajoutée brute au prix de base	1 899,3	1 910,2	Ménages	1 132,7	1 139,0
Impôts sur les produits	234,5	240,3	Administrations publiques	508,0	515,9
Subventions sur les produits	-17,2	-18,0	ISBLSM	43,2	44,3
Importations de biens et de services	642,6	651,1	Formation Brute de Capital Fixe	467,9	462,5
			Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,7	0,7
			Variation des stocks	3,4	9,4
			Exportations de biens et de services	603,2	611,8
Total des ressources	2 759,1	2 783,5	Total des emplois	2 759,1	2 783,5

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Investissement par secteur institutionnel

	2014 en milliards d'euros	Évolution en valeur en %		Évolution en volume en %	
		13/12	14/13	13/12	14/13
Sociétés non financières	258,1	1,1	1,7	0,5	2,0
Sociétés financières	16,1	-15,4	4,8	-15,3	6,0
Administrations publiques	78,6	0,4	-7,3	0,1	-6,9
Ménages ¹	105,2	-1,4	-3,9	-1,5	-5,3
ISBLSM	4,4	2,9	2,4	3,5	3,3
Total	462,5	-0,2	-1,2	-0,6	-1,2

1. Hors entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

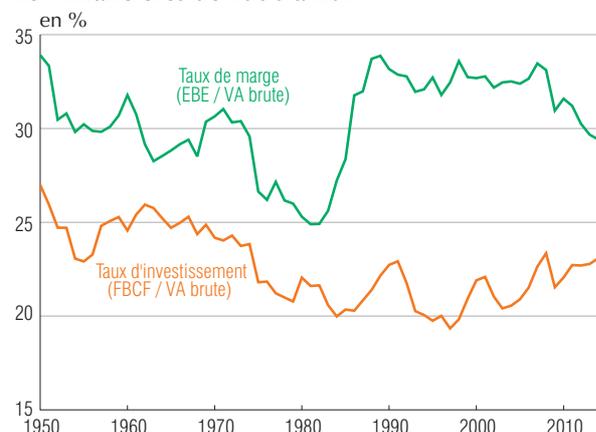
en milliards d'euros

	2012 (r)	2013 (r)	2014
Sociétés non financières	-54,8	-47,0	-50,5
Sociétés financières	16,8	7,2	5,0
Administrations publiques	-100,4	-86,4	-84,8
Administration publique centrale	-84,2	-68,7	-71,8
État	-81,6	-69,8	-74,7
ODAC	-2,6	1,0	2,9
Administrations publiques locales	-3,5	-8,5	-4,5
Administrations de sécurité sociale	-12,7	-9,1	-8,5
Ménages ¹	73,9	70,5	81,8
ISBLSM	0,0	-0,3	-0,3
Économie nationale	-64,6	-55,9	-48,9

1. Y c. entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

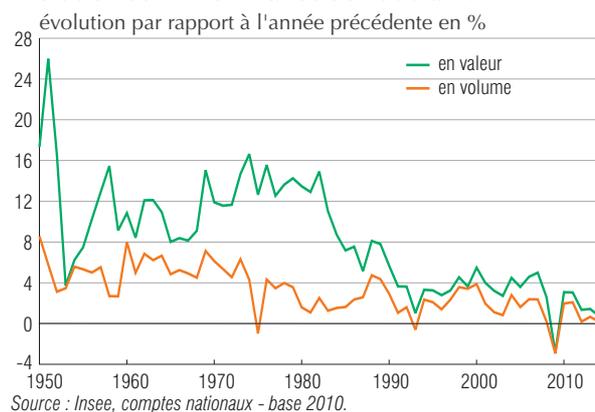
Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières de 1950 à 2014



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution du PIB en France de 1950 à 2014



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2013 (r)	2014
Produit intérieur brut	32 127	32 227
Revenu disponible brut des ménages ¹	20 152	20 286
Dépense de consom. individuelle des ménages	17 193	17 213
Épargne brute des ménages	2 958	3 073
Capacité de financement des ménages	1 070	1 236

1. Y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE

	2013 (r)	2014		2013 (r)	2014
Allemagne	122	124	Lettonie	64	64
Autriche	128	128	Lituanie	73	74
Belgique	119	119	Luxembourg	258	(p) 263
Bulgarie	45	45	Malte	86	85
Chypre	89	85	Pays-Bas	131	130
Croatie	61	59	Pologne	67	68
Danemark	124	124	Portugal	78	78
Espagne	94	93	Rép. tchèque	82	84
Estonie	73	73	Roumanie	54	54
Finlande	113	110	Royaume-Uni	109	108
France	107	107	Slovaquie	75	76
Grèce	73	72	Slovénie	82	83
Hongrie	66	68	Suède	127	124
Irlande	130	132	UE	100	100
Italie	99	97			

Champ : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.